



Philippe de Ladoucette, président de la Commission de régulation de l'énergie

« On ne paie pas le vrai prix de l'énergie »

Pourquoi les prix du gaz et de l'électricité ne cessent-ils d'augmenter depuis six mois ?

Nous sommes en train de compenser le reliquat des gels de tarifs ou d'augmentations trop faibles décidés au cours de ces dix-huit derniers mois. Le prix du gaz fait encore l'objet de quatre recours devant le Conseil d'État, mais il faut s'attendre à des ajustements à la hausse. La nouvelle formule, en œuvre depuis le 1^{er} janvier est moins tributaire des fluctuations du cours du pétrole et suivra un rythme mensuel. Quant à l'électricité, la hausse de la contribution au service public de l'électricité (CSPE) – qui sert notamment à financer les énergies renouvelables – ne couvre pas l'intégralité des coûts pour l'année 2013. La loi a limité la progression des tarifs à 2,5 % au lieu de 6 %. Il faudra nécessairement rattraper ce retard.



SIGNATURES

Estimez-vous qu'on ne paie pas le « juste prix » en France ?

Il y a un besoin de transparence et de pédagogie sur les prix de l'énergie car le consommateur s'y perd. Les tarifs réglementés, qu'il ne faut pas confondre avec des tarifs sociaux, doivent couvrir les coûts de production et d'acheminement (tuyaux de gaz, lignes électriques). S'ils ne sont pas couverts, on ne paie pas le vrai prix de l'énergie. C'est le cas pour l'électricité et le gaz. Or, nous importons 98 % de notre gaz de Russie, d'Algérie et de Norvège, où nos fournisseurs pratiquent l'indexation de leurs prix sur ceux du pétrole.

Et cela va-t-il durer ?

Les prix de l'énergie seront en hausse au cours des prochaines années. Il va falloir investir dans le réseau électrique, dans les moyens de production et financer les énergies renouvelables. Ces dernières coûteront déjà

3 milliards d'euros en 2013. L'Allemagne, qui les développe de façon considérable depuis vingt ans, dépense quatre fois plus. Selon nos calculs, les prix de l'électricité augmenteront de 28 % d'ici à 2017. Le débat sur la transition énergétique qui commence ce mois-ci sera l'occasion d'être transparent sur toutes ces données et de les comparer en Europe. **Comment faire accepter ces augmentations aux Français, habitués à une énergie bon marché ?**

Nous devons avant tout régler le problème de la précarité énergétique. Il est difficile de parler d'augmentation des prix vis-à-vis de gens qui n'ont pas les moyens de payer leurs factures. Il faut élargir le système social à 4 millions de foyers, comme le prévoit la proposition de loi de François Brottes. Ensuite, nous pourrions débattre du coût de l'énergie sans tabou et sans oublier l'efficacité énergétique. *Propos recueillis par M.P.*